

**DEPARTEMENT DE LA SEINE - et- MARNE**

**Commune de NONVILLE**

**ENQUETE PUBLIQUE**

relative à la demande d'autorisation présentée par la société Bridge Energies afin de réaliser des travaux miniers sur la concession de Nonville

**RAPPORT**

du commissaire enquêteur

Enquête du 12 juin 2023 au 21 juillet 2023

Commissaire enquêteur : B. PANET

AOUT 2023

## Sommaire

<b>1. ORGANISATION DE L'ENQUETE.....</b>	<b>5</b>
1.1. OBJET DE L'ENQUETE .....	5
1.2. CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUETE.....	6
1.3. NOMINATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	6
1.4. MODALITES DE L'ENQUETE.....	6
1.4.1 PUBLICITE.....	7
1.5. DOCUMENTS MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC .....	8
<b>2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE .....</b>	<b>8</b>
2.1. RENCONTRE AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE .....	8
2.2. VISITE DES LIEUX .....	8
2.3. ENTRETIEN AVEC M. LE MAIRE DE NONVILLE.....	9
2.4. PERMANENCES.....	9
2.5. RECUEIL DES REGISTRES.....	9
<b>3. OBSERVATIONS DU PUBLIC.....</b>	<b>9</b>
<b>4. EXAMEN DE LA PROCEDURE .....</b>	<b>10</b>
<b>5. EXAMEN DU DOSSIER D'ENQUETE .....</b>	<b>10</b>
5.1. DEMANDES D'AUTORISATION .....	10
5.2. QUALITE DE LA DEMANDE .....	10
5.3. MEMOIRE DES TRAVAUX PREVUS.....	10
5.4. METHODES D'EXPLOITATIONS.....	11
5.5. ETUDE D'IMPACT .....	11
5.6. DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES.....	12
5.7. ARRET DES TRAVAUX, REMISE EN ETAT.....	12
5.8. COMPATIBILITE DES RISQUES AVEC LA SECURITE PUBLIQUE.....	12
5.9. ETUDE DES DANGERS. ....	12
5.10. DOSSIER MARE .....	12
<b>6. EXAMEN DES OBSERVATIONS DU PUBLIC.....</b>	<b>13</b>
6.1. OBSERVATION DU REGISTRE PAPIER.....	13
6.2. OBSERVATIONS DU REGISTRE NUMERIQUE "PUBLILEGAL" .....	20
6.3. ANALYSE DES OBSERVATIONS.....	26

<b>7. PROCES-VERBAL DE SYNTHESE.....</b>	<b>26</b>
<b>8. REPONSE DU PETITIONNAIRE.....</b>	<b>27</b>
<b>9. COMMENTAIRES DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR .....</b>	<b>28</b>
<b>10. CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>28</b>

## **ANNEXES**

- 1 - Procès-verbal de synthèse**
- 2 - Réponse du pétitionnaire au PVS**

## **1. ORGANISATION DE L'ENQUETE**

### ***1.1. Objet de l'enquête***

La société Bridge Energies (49 rue Arsène et Jean Lambert, 86100 Châtellerault), détentrice d'une concession d'exploitation d'un gisement d'hydrocarbures de 10 km<sup>2</sup> environ en Seine-et-Marne (extraction d'huile brute, autorisation de 2009 jusqu'en 2034) sur la commune de Nonville a déposé une demande d'autorisation d'ouverture de travaux d'exploitation de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux sur cette concession le 5 juillet 2022.

Nonville est une petite commune – 800 habitants environ – à quelques kilomètres au nord-est de Nemours.

Le site a été exploité par la société Elf Aquitaine (concession de Villemer) de 1959 à 1994, puis repris par Bridge Oil – devenue Bridge Energies en 2009 – (autorisation de travaux en 2011).

**Contexte du projet actuel :** Après une première demande (pour 10 forages) en 2020, une enquête publique a eu lieu du 19 septembre au 19 octobre 2020, avec avis défavorable du commissaire enquêteur, et une non-réponse de la préfecture. Bridge Energies a déposé une nouvelle demande moins importante en 2022.

Cette demande est la suivante : création de deux forages nouveaux sur le site existant à Nonville (un puits producteur et un puits injecteur, tous les deux dans le Dogger, couche géologique du jurassique moyen), par exploitation dite conventionnelle (les interdictions liées à la loi 2017-1839 étant respectées).

Le projet - complexe, mais habituel – qui consiste à faire deux forages verticaux de type pétrolier (profondeur 1500 mètres environ) suivis par des drains dits horizontaux, demande une grande capacité technique et un équipement spécifique aux entreprises intervenantes (deux seulement en France).

La Mission Régionale d'Autorité environnementale a donné un avis le 10 avril 2023, auquel le pétitionnaire a répondu le 24 avril 2023.

Les services ayant jugé le dossier complet, la préfecture de Seine-et-Marne a lancé une procédure d'enquête publique, obligatoire pour les travaux prévus, enquête dont le présent rapport rend compte.

## **1.2. Cadre juridique de l'enquête**

La démarche faite s'inscrit, dans les procédures générales concernant les enquêtes publiques (code de l'environnement, articles L.123.1 et suivants et R.123.1 et suivants) et dans un cadre légal défini plus particulièrement par le décret n°2006-649 du 2 juin 2006 modifié, relatif aux titres miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains.

## **1.3. Nomination du commissaire enquêteur**

Le 24 avril 2023, répondant à la demande de la même date de M. Le Préfet de Seine-et-Marne de désigner un commissaire enquêteur « en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet une demande d'autorisation d'ouverture de travaux d'exploitation de mines d'hydrocarbures ou gazeux sur la commune de Nonville », le Tribunal Administratif de Melun a désigné M. Bernard PANET pour conduire l'enquête publique E23000034/77.

## **1.4. Modalités de l'enquête**

Le 15 mai 2023, M. Le Préfet de Seine-et-Marne après concertation avec le commissaire enquêteur a pris l'arrêté n° 2023/03/DCSE/PBE/M fixant les modalités de l'enquête :

- *dates et durée* : du 12 juin 2023 (9h00) au 21 juillet 2023 (17h00) inclus (40 jours consécutifs) ;
- *siège* : mairie de Nonville, où le dossier et le registre seront à la disposition du public ;
- *publicité* :
  - 1) avis publié dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département quinze jours avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours ;
  - 2) affichage administratif à la mairie de Nonville dans les mêmes conditions de dates ;
  - 3) affichage sur le site par les soins de Bridge Energies dans les mêmes conditions de dates ; affiches conformes, et visibles des voies publiques ;
  - 4)- publication par le préfet de Seine-et-Marne sur le site internet des services de l'Etat dans le département de Seine-et-Marne ;

- *modalités générales* : rapport et sa consultation, etc.
- *permanences du commissaire enquêteur (5)* :
  - mercredi 14 juin 2023 de 14h à 17h ;
  - vendredi 23 juin 2023 de 14h à 17h ;
  - mercredi 28 juin 2023 de 14h à 17h ;
  - mercredi 5 juillet 2023 de 14h à 17h ;
  - vendrdi 21 juillet 2007 de 14h à 17h
- *consultation du dossier* :
  - en mairie de Nonville version « papier » et version numérique sur un poste informatique (Publilégal) ;
  - sur le site internet des services de l'Etat dans le département de Seine-et-Marne ;
- *observations du public* :
  - sur le registre en mairie de Nonville ;
  - sur le registre dématérialisé PubliLégal en mairie de Nonville, à partir d'un poste informatique dédié ;
  - sur le site internet des services de l'Etat département de Seine- et- Marne ;
  - par courrier électronique sur le mail suivant :  
« concessiondenonville-  
travauxminiers@mail.registrenumerique.fr » (Publilégal) ;
  - par voie postale ;

#### **1.4.1. Publicité**

##### **1.4.1.1. Parutions dans la presse**

Les avis au public ont paru dans la presse aux dates suivantes :

- Le Parisien (édition de Seine-et-Marne) : le 22 mai 2023  
le 12 juin 2023
- La République de Seine- et- Marne : le 22 mai 2023  
le 12 juin 2023

L'enquête était également annoncée sur le site Internet de la Préfecture de Seine-et- Marne.

#### **1.4.1.2.Affichage administratif**

Il a été effectué en mairie de Nonville (cf. certificat de M. le maire de Nonville du 28 juillet 2023), ainsi que sur le site (le commissaire enquêteur a pu le constater, et le pétitionnaire lui a également communiqué des photographies prises sur le site).

#### **1.4.1.3.Autre publicité**

L'enquête a également fait l'objet d'un article dans « Nonville Le Petit Journal » de juin 2023.

### ***1.5. Documents mis à la disposition du public***

Pendant toute la durée de l'enquête, le public a eu accès en mairie de Nonville à un dossier composé de :

- un registre d'enquête publique
- un dossier d'enquête publique

Ce dossier proprement dit est décrit plus loin.

## **2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

### ***2.1. Rencontre avec le maître d'ouvrage***

Le 30 mai 2023, le commissaire enquêteur a rencontré M. Madeo de Bridge Energies et M. Dieudonné responsable du site qui lui ont exposé le projet et répondu à ses questions.

### ***2.2. Visite des lieux***

Le même jour, guidé par les mêmes, le commissaire enquêteur a fait une visite de l'ensemble du site et de son environnement.



### **2.3. *Entretien avec M. le Maire de Nonville***

Il n'y a pas eu de réunion en tant que telle avec M. Le maire de Nonville, mais le commissaire enquêteur s'est longuement entretenu du projet avec lui lors de la première permanence et après la dernière. M. le maire a même tenu ce jour-là (le dernier de l'enquête) à faire avec le commissaire enquêteur le trajet où passent les camions et qui pose problème, pour insister sur ce sujet.

Il lui a confirmé l'avis négatif de la commune (dont elle a fait état officiellement dans le registre d'enquête) et les griefs existants à l'encontre de la société pétitionnaire, et plus particulièrement de celui des odeurs, de la circulation des camions, et du doute qui s'est créé à partir de l'incident du 7 octobre 2022 sur sa capacité à gérer correctement le site, incident que la commune juge mal et pas suffisamment pris en compte, notamment en ce qui concerne la difficulté de rentrer en contact avec BE, et le peu de rapidité dans les réactions de BE.

### **2.4. *Permanences***

Les cinq permanences prévues pour l'arrêté préfectoral ont eu lieu aux jours et heures prévus, et se sont déroulées sans incident.

### **2.5. *Recueil du registre***

La dernière permanence ayant lieu le dernier jour de l'enquête, le commissaire enquêteur a pu emporter avec lui le registre et le dossier qui étaient en mairie de Nonville.

## **3. *OBSERVATIONS DU PUBLIC***

Le dépouillement des registres fait apparaître l'état suivant :

- 21 observations sur le registre en mairie (33 pages de textes) ;
- 26 observations par internet (36 pages de textes) ;

Elles sont analysées plus loin.

#### **4. EXAMEN DE LA PROCEDURE**

Il n'appartient pas au commissaire enquêteur de se prononcer sur la légalité de l'environnement administratif, rôle qui appartient au Tribunal Administratif.

Cependant, le commissaire enquêteur peut préciser s'il lui semble que la procédure est légale, et qu'elle a été respectée dans le cadre de cette enquête.

En l'occurrence, et en fonction des éléments dont il a disposé, il lui semble que la procédure qui a été conduite pour l'enquête publique relative à la demande d'autorisation présentée par la société BRIDGE ENERGIES afin de réaliser des travaux miniers sur la concession de Nonville a été correctement traitée, tant du point de vue technique que de la législation en vigueur.

#### **5. EXAMEN DU DOSSIER D'ENQUETE**

L'ensemble du dossier d'enquête consultable par le public, outre le registre d'enquête était composé de deux classeurs (dossier, avis MARE) et se présentait en 10 chapitres de la façon suivante :

##### **5.1. Demandes d'autorisation**

Lettre de demande d'autorisation adressée à M. le préfet de Seine-et-Marne en date du 5 juillet 2022 ; elle est accompagnée d'un préambule décrivant succinctement l'ensemble du projet et l'historique du site (7 pages) .

##### **5.2. Qualité de la demande**

Exposé de l'identité du demandeur, implantation de la société, objet de la demande (contexte, présentation des travaux, contexte réglementaire textes applicables) (19 pages).

##### **5.3. Mémoire des travaux prévus**

Historique des travaux sur le secteur, caractéristiques du gisement, description

des travaux envisagés, aménagements de la plate-forme, opérations de forages installations et mise en exploitation des nouveaux puits, coûts prévisionnels .(28 pages)

#### **5.4. Méthodes d'exploitations**

Introduction, schémas d'exploitations existantes, installation (surface, puits, systèmes de production, équipements, traitement des odeurs, sécurité de production, traitement, stockage, expédition, opérations d'exploitation (entretien, reconditionnement des puits).(20 pages)

#### **5.5. Etude d'impact**

Document important de 272 pages, présentant les éléments habituels et obligatoires pour un tel dossier, et précisant qu'elle est valable en tant que document d'incidence sur la ressource en eau.

La première page porte le sigle de CJV Environnement 5 rue du Frêne 34570 Montarnaud.

Le déroulement en est le suivant :

- résumé non technique
- description du projet
- scénario de référence
- description des facteurs environnementaux
- incidences notables résultant du projet
- incidences notables potentielles en cas d'accident
- recherche de solutions de substitution raisonnables
- évitement et limitation des effets notables sur l'environnement et la santé
- modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation
- présentation des méthodes utilisées
- experts ayant contribué à l'étude d'impact
- éléments communs avec l'étude des dangers
- annexes

### **5.6. Document unique d'évaluation des risques**

Contexte réglementaire, activités de forage, mesures de prévention et protection organisation de la sécurité sur le site (59 pages).

### **5.7. Arrêt des travaux, remise en état**

Fermeture définitive de puits, méthodes de réhabilitation, coûts.(6 pages)

### **5.8. Compatibilité des risques avec la sécurité publique**

Enjeux de sécurité publique, évaluation des risques, prévention, intervention.(16 pages)

### **5.9. Etude des dangers**

Résumé non technique, enjeux du voisinage, site, fonctionnement, organisation générale de la sécurité, retour d'expérience, identification des potentiels de dangers, analyse préliminaire des risques (APR),étude détaillée des risques, conclusions, annexes.(351 pages)

### **5.10. Dossier MARE**

Deux documents :

- Résumé de l'avis délibéré, avis détaillé, liste des recommandations (12).
- Réponse de la société pétitionnaire.

### **Commentaires du commissaire enquêteur**

Le dossier d'enquête consultable par le public et qui correspond au dossier soumis à l'approbation des services officiels dans le cadre des codes miniers et de l'environnement, est un dossier important (762 pages + 48), très technique, assez complexe, et de ce fait pas immédiatement évident à consulter pour un profane des problèmes pétroliers .Le résumé non technique et les parties également « non techniques » sont cependant plus facilement abordables et suffisamment compréhensives dans le cadre d'une enquête publique. Peut-

être certaines cartes et illustrations à une échelle un peu plus grande auraient-elles été appréciées.

Il s'agit d'un élément bien présenté, polychrome, avec de très nombreuses illustrations (cartes, photographies, schémas, graphiques, courbes...) contenant le rappel des textes officiels, une étude d'impact complète, les éléments techniques du projet, l'avis délibéré de la MARE et la réponse du pétitionnaire à cet avis.

## **6. EXAMEN DES OBSERVATIONS DU PUBLIC**

Compte-tenu du nombre d'observations faites, ce paragraphe reprend une à une les *observations qui ont été portées sur les registres par le public, et rend compte de leur synthèse par le commissaire enquêteur. Certaines sont accompagnées de commentaires.*

NB. Les observations qui auraient pu parvenir en préfecture (Art.4. AP) étaient redirigées sur le registre internet de PubliLégal.

### **6.1. *Observations du registre papier***

**6.1.1. – Mme Sylvie PLISSON expose que Bridge Energies (réunion publique du 16 septembre 2022) s'était engagée à ce qu'il n'y ait plus d'odeur, or ce n'est pas le cas (odeur d'œuf pourri) – comment savoir si les gaz inodores sont neutralisés ? – BE a pris exceptionnellement les mesures lors du test de la DRIAT – un test surprise serait préférable – le site (centre équestre, bois classé...), peu compatible avec l'extension (trafic des camions ...) – proximité de Natura 2000, on devrait garder un environnement naturel et non chimique – pisciculture, comment prévoir une fin d'exploitation en 2034 ? Cette société ne présente pas les garanties de sécurité et d'information aux habitants et ne respecte pas ses engagements.**

#### **Commentaires du commissaire enquêteur**

Le commissaire s'est entretenu avec Mme Plisson (conseillère municipale) qui lui a précisé son intervention, insistant sur les difficultés de contact avec la société pétitionnaire.

**6.1.2. M. Mme FINOT J.M. interviennent sur les problèmes d'odeur (puits extracteur) – M. Pons déclare le problème résolu, mais les odeurs sont toujours présentes – un deuxième puits augmentera la quantité de gaz relâché – ne peuvent accepter d'autres puits tant que le problème des odeurs sera présent – n'ont pas confiance dans cette entreprise (ne voit que ses intérêts, ne tient pas compte des désagréments qu'elle pose) – demandent un avis défavorable à l'EP.**

#### **Commentaires du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur s'est entretenu avec Mme Finot lors d'une permanence, elle lui a précisé son manque de confiance dans la Sté BE (M. Pont) ,insisté sur les odeurs, a posé des questions d'autorisation pour les constructions faites sur le site (préfabriqués, fosse septique...).

**6.1.3. Mme NETO pense que c'est une aberration de s'obstiner à vouloir plus de puits si près des habitations, déjà beaucoup trop de nuisances non réglées – aucune confiance dans la Sté Bridge Energies – solidaires et présents à toutes manifestations et procédures pour que le projet n'aboutisse pas.**

**6.1.4. Mme J. MARTINEZ habite route de Fontainebleau à Nonville, concernée également par les nuisances olfactives - leurs enfants s'en plaignent (en extérieur, au poney-club...) – pas d'accord qu'un deuxième puits soit créé, puisque la société elle-même ne respecte pas complètement sa part du marché en résolvant le problème des odeurs – il serait judicieux que la Sté Bridge Energies tienne ses engagements.**

**6.1.5. Association Environnement Bocage Gâtinais (EBG), 1 place Gustave-Moufrond 77 710 Treuzy-Levelay; apprécie la présence d'un commissaire enquêteur, qui permet de mieux appréhender la demande de BE ,mais regrette qu'il n'y ait pas de permanence le samedi – dans ses réponses à la MRAE BE évoque la décentralisation des installations pétrolières en bordure de la D 403 (site *Les Ventes*, clairière en zone N entre Nonville et Villemer ? ) – partie de ce site hors concession – voir demande d'aout 2019 refusée – gaz à effet de serre BE ne**

parle nulle part du transport vers Le Havre : EBG demande une estimation du nombre de camions et leur tonnage circulant par jour ou par semaine – ferme aquaponique : le puits artésien est-il encore utilisé par les agriculteurs, activités menacées par la sécheresse récurrente et intense ? Par ailleurs, le lieu prévu « paravent » autour de la plate-forme pétrolière : rejeté par les nonvillois (réunion publique du 16 septembre 2022) .

#### **Commentaires du commissaire enquêteur**

Le CE s'est entretenu – et à plusieurs reprises – avec Mme Sustendal, présidente de l'association, qui a insisté sur l'aspect des risques sur l'environnement, et le doute concernant les capacités de BE à gérer la situation.

**6.1.6. Mme S.BUCHER** habite Nonville, où elle a ouvert une crèche – régulièrement dérangés par des odeurs – abordé à maintes reprises avec BE, à ce jour n'a toujours pas de réponse, et le problème persiste – complètement opposée à une quelconque extension de ce fournisseur qui pollue déjà suffisamment avec les installations actuelles.

**6.1.7. M. Mme MIARD**, riverains de la plate-forme, opposés au forage supplémentaire qui augmentera les nuisances – odeurs nauséabondes (empêchent l'usage de la terrasse, et même dans les maisons ) – trafic de camions (route trop étroite, piétons, enfants, véhicules) – *« d'autre part nous ne faisons plus confiance au dirigeant de cette société qui a attendu des années pour faire des travaux pour limiter les odeurs (problème qui n'est toujours pas résolu !!) »*, qui a minimisé le problème du 7 octobre 2022 (nuage de vapeurs, produits dont on ignore la nature) – la campagne est un choix, inconvénients acceptés, mais veulent les avantages : calme, tranquillité ...refusent ces nuisances qui risquent d'augmenter si cette entreprise obtient l'autorisation demandée – prêts à aller au conflit : blocages, manifestations, médiatisations ...

#### **Commentaires du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur s'est entretenu avec M. Mme Miard lors de la première permanence, exposant les objections dont

fait état leur contribution.

**6.1.8. Mme LOZE A., habite en bordure du site, grosses nuisances : odeurs, trafic de gros camions (petite route), détérioration du trottoir par les camions (clôture endommagée) – aberration écologique d'étendre cette exploitation (zone protégée) – fermement opposée – et pas question de créer une ferme à poissons si près des habitations (nuisances supplémentaires).**

**6.1.9. ANONYME, pense que ce projet est dans l'air du temps : écologie avec ferme aquacole (énergie récupérée) – pétrole brut sur territoire français = indépendance énergétique ce qui justifie ce forage – pétrole et dérivés seront utilisés encore longtemps – dommage pour notre commune qu'il y ait si peu de gens qui se préoccupent de la planète, mais qui consomment de l'énergie nécessaire à notre vie moderne. Un habitant de la commune.**

**6.1.10.M. Mme DEPRESLES J.P. problème des odeurs toujours pas réglé – interrogation avec un puits en plus – travaux : bruit, circulation – or : proximité du centre équestre, d'une exploitation agricole, maisons – incident du 7 octobre 2022 : odeurs rentrées dans les maisons – et : qu'avons-nous respiré ? en conséquence : contre cette augmentation d'activité, souhaitent que cette plate-forme soit délocalisée dans un endroit où elle ne gênera personne.**

#### **Commentaires du commissaire enquêteur**

M.Depresle était présent lors de la première permanence, et avait prévenu de son observation.

**6.1.11.M.Mme FOLLIN, énième EP de BE, même projet à quelques détails près – on ne peut accepter le forage au cœur du village – problèmes d'odeurs (seront augmentés) toujours pas réglés – camions (voirie détériorée) - bruit du forage – on ne sait toujours pas ce qu'on a respiré le 7 octobre 2022 : facteur risque présent – pourquoi s'obstiner à agrandir un site**



industriel au cœur du village, il y a d'autres endroits – ne souhaitent pas que ce projet voie le jour : inconcevable.

#### **Commentaires du commissaire enquêteur**

M. Mme Follin étaient présents lors de la première permanence, et avaient prévenu qu'ils feraient une observation.

**6.1.12.GENE (Groupe Ecologique de Nemours et ses Environs), (3 pages et demie) attaché à l'enquête publique – remarques sur les EP en général – compagnon de lutte de Nonville - aucune source d'énergie n'a remplacé la précédente ; il faut essayer de réduire nos consommations – cette demande d'extension : faire céder les pouvoirs publics ? – questions sur la Sté BE (références, agréments, sous-traitants, provisions financières, ...) – bruit (régulé en 2018), odeurs problème rémanent, proximité du centre équestre, stockage (5000 m<sup>3</sup>), circulation – en cas d'acceptation, demande : une étude d'impact approfondie, une prévention des pollutions possibles sur toute la zone, une réflexion sur les imperfections constatées lors de l'accident de 2022 – aquaponie : aucune localisation proposée actuellement (a apprécié l'exercice d'information auprès du public lors des deux réunions publiques).**

**6.1.13.COMMUNE de NONVILLE – avis négatif de la commune, accompagné de :**

- Délibération du CM du 10 juillet 2023
- *Compte-rendu de la commission environnement du 29 juin 2023*
- Courriel de BE du 6 juillet 2023 et courrier du 5 juillet ;
- Pétition (180 signatures) contre le projet d'implantation de deux nouveaux puits ;

**Sont exposées les raisons de l'avis : difficultés d'accès (voirie non adaptée, augmentation du trafic, impossibilité de croiser un camion), nuisances (odeurs toujours pas traitées, volume du gaz stocké), environnement (proximité d'habitations, rivière le Lunain, centre équestre, champs captants des eaux de Paris, réchauffement climatique), sécurité du site (incident du 7 octobre 2022 sans communication avec BE), urbanisme (récupération de la chaleur fatale non autorisée en zone A).**

- 6.1.14.M. CHEVRIER M.** le réchauffement de la planète est avéré, on doit réorienter notre mode de vie (se passer des énergies fossiles) , s'oppose à toute poursuite d'extraction des produits fossiles pétroliers, donc de nouveaux forages à Nonville-aquaphonie : encore artificialiser des terres agricoles, non – quelle terre pour les générations futures ?
- 6.1.15.M. Mme LORILLON**, uniquement sur les deux forages objet de l'enquête – la France a signé un moratoire avec 17 pays sur la sortie urgente des énergies fossiles – continuer à forer pour extraire du pétrole est un non-sens (désaveu de l'engagement, pourquoi l'Etat autoriserait-il l'extension, ayant signé ce moratoire ?) – installations antérieures gérées avec peu de professionnalisme, voire désinvolture sans veille sanitaire sans soucis de la santé globale (polluants liés aux émanations des puits) – BE tend à faire croire à l'absence de risques sanitaires, sans évaluation de ceux-ci – proximité d'habitations, ferme, centre équestre – H2S émanations continues (doses cumulées ne peuvent être ignorées) – camions, infrastructures non conçues pour cette circulation – acheminement jusqu'au Havre (donc pas « zéro carbone » comme affiché par BE) – s'opposent à l'extension et au forage de ces nouveaux puits.
- 6.1.16.Mme CHEVRIER, BE**, des vœux pieux pour éliminer toutes les nuisances, mais on s'inquiète : avec les nouveaux puits, les odeurs seront-elles bien un effort a été fait, mais il reste des odeurs – projet d'aquaponie : inquiets pour l'environnement – avec les nouveaux puits, seront-elles neutralisées – veut être sûre que si agrandissement, toutes les garanties (sécurité, odeurs, impacts ...) seront mises en œuvre de façon optimale.
- 6.1.17.M. PLOUVIER**, l'extension de la plate-forme de BE, proche du village fera toujours arriver des nuisances – odeurs (et augmentées si forages multipliés – réseau de chaleur : travaux, (longeant la départementale passage du Lunain, réseaux, emprise agricole (bonnes terres), impact visuel ...Réinjecter le gaz : comment ? compression dans la nappe – tous les problèmes que peut apporter le déplacement de la plate-forme sont réels – et Nonville veut regrouper son RPI en un école unique de trois communes à moins de 1km du projet.
- 6.1.18.M. Mme CHARDARD**, pourquoi développer une installation

**pétrolière ? (proximité des habitations, de la rivière du Lunain, d'une zone Natura 2000, d'une réserve biosphère, d'une ZNIEFF ? dans une autre, dans un périmètre éloigné de deux captages) – la Sté BE n'a jamais vraiment réglé le problème des odeurs ; affirmer dans un rapport que le problème des odeurs est réglé (et pas de plaintes) n'en fait pas une vérité : à chaque enquête nous le répétons : le sujet n'est pas réglé – Rapport des Installations classée du 09/08/2022 : 19 fiches de constats, 12 avec propositions de suites administratives, 3 non conformités majeures identifiées le 28/06/2018, 1 réglée le 4/02/202, une autre le 09/08/2022, une troisième toujours non réglée, 4 ans après son identification – un incident avec risque de pollution le 7/10/2022 – Sont contre l'ouverture de travaux sur la plate-forme de BE.**

**6.1.19.Mme HAY, contre l'ouverture de travaux sur la plate-forme de BE : odeurs nauséabondes (problème pas résolu) – présentes quasi systématiquement à proximité (un peu moins souvent à distance) – extension ne ferait qu'aggraver le problème existant.**

**6.1.20.ENVIRONNEMENT BOCAGE GATINAIS, rapporte les observations du bureau et des administrateurs – EBG s'oppose fermement aux travaux miniers sur la concession de Nonville – demande revue à la baisse, habillée de vert (aquaponie ...aides publiques ?) – GES, répercussions sur le climat, or abandon du fuel, de l'essence (état) – intérêts financiers de la Sté seuls comptent – mais continue de polluer – pollution de l'eau potable – projet d'aquaponie : « greenwashing », association pas dupe- urgence climatique.**

**6.1.21.Commune de LA GENEVRAYE, émet un avis défavorable (CM du 9 juin 2023) (réitération de l'avis du 12 octobre 2020) – opposition à l'exploitation d'hydrocarbures à Nonville – Cf. accident du 7 octobre 2022 qui a impacté des habitants de la commune – identification et quantité des gaz qui sont respirés ? – santé publique – PJ : extrait des délibérations du CM du 12 octobre 2020, « video » prise 7/10/22 ,fiche sur distance des habitations, témoignages, extrait de La République de Seine-et-Marne du 15/2/21.**

## **6.2. Observations du registre numérique « PubliLégal »**

- 6.2.1. M. Mme JOYET M. route de Fontainebleau nous sentons fréquemment les odeurs d'œufs pourris ou de gaz (selon le vent) – dérangeant, inquiets pour la santé.**
- 6.2.2. Mme ANDRE F. est en opposition contre ce projet : aberration environnementale, zone sensible danger (faune, flore) – nuisances : circulation (augmentation des camions, pollution émise...) – zone Espace Naturel Sensible, comment mélanger forages et protection Natura 2000 – contre ce projet**
- 6.2.3. ENVIRONNEMENT BOCAGE GATINAIS : du bon sens, « dans ces temps où enfin on prend conscience des méfaits de l'humanité avec les signes d'une catastrophe annoncée il est à peine croyable de penser à une exploitation future d'hydrocarbures qui appartient déjà au passé .... L'argument avancé d'une production locale ne tient pas si le traitement devrait se faire au Havre. Comment soutenir un tel projet ? Impensable. »**
- 6.2.4. M.P.DEMIERE, chantier situé à quelques centaines de mètres en pente vers le Lunain : risque de pollution du champ de captage d'eau potable de la ville de Paris(en aval) – comporte un forage traversant le réservoir d'eau potable de l'Abien (vital pour la région IdF) – projet qui présente de nombreux risques de nuisances et incohérences (urgence climatique, voir avis MRAe) – ce type de projet doit être banni de nos territoires.**
- 6.2.5. M.BETHENCOURT T. travaux qui vont provoquer de gros dommages aux milieux aquatiques environnants et aux nappes phréatiques souterraines (essentiels) – ce forage ne fera donc que nous détruire nous-mêmes ce que l'on mérite si ces travaux ont lieu – va endommager le réservoir d'eau de l'Albien (importance vitale pour la région ) – ne pas valider ce projet.**
- 6.2.6. EBG, association, Mme Sustendal F. même observation que dans le registre « papier » (n°5).**
- 6.2.7. M.MEDARDT, géologue professionnel à la retraite, ironise sur le dossier « bien emballé et classique »,sauf que les risques de**

**pollution des nappes superficielles et profondes se sont révélés même sur les dossiers les plus bétonnés – pense que le public est de moins en moins enclin à admettre que c'est accidentel – réserves sur les nuisances collatérales et directes – s'oppose formellement et avec véhémence à ce sondage pour énergies fossiles – en contradiction directe avec les déclarations de l'exécutif et de l'administration – *Soyez assuré de mes conviction citoyennes et ma résolution de participer à toutes les actions qui seront mises en places contre ce projet.* – ras-le-bol des actions dévastatrices de l'environnement péri-métropole parisienne – besoin de zones de « fraîcheurs environnementales » particulièrement en région parisienne.**

**6.2.8. Mme FAYET L. étonnée que l'on reparle d'exploiter des hydrocarbures dans cette région – opposition au projet – proximité des zones de captage d'eau potable de Paris à Villeron et dans l'Albien, pollution possible (on sait que ces incidents existent quoiqu'en disent les exploitants) – principe de précaution : eau potable de plus en plus rare et précieuse – *La soif de bénéfices d'une entreprise ne peut passer devant les besoins vitaux des millions d'habitants d'Ile-de-France.* S'oppose à cette activité minière : urgence climatique (abandon des énergies fossiles, mise en place d'énergies renouvelables) – nouveaux forages = nuisances pour les riverains – francilienne inquiète pour l'avenir de la région.**

**6.2.9. ANONYME, contestation d'un projet aberrant – risque de pollution majeur du champ de captage d'eau potable d'eau de Paris (réservoir de l'Albien importance vitale pour la région IdF) – et autres risques, nuisances, incohérence avec l'urgence climatique et l'abandon des énergies fossiles (cf. avis MARE).**

**6.2.10.M. PARISSE R. site industriel hors contexte géographique, n'a pas sa place si proche de notre village – les autorisations de l'époque n'auraient jamais dû être délivrées – fréquences de camions augmentées (via village) – les odeurs sont toujours là – rien de changé et ne changera.**

**6.2.11. Mme GROSCAUX S. période où la problématique est de réduire notre empreinte carbone, le développement de forages pétroliers en France paraît une hérésie – pollutions sonores, de l'air, augmentation du trafic de poids lourds, potentielle pollution de sources d'eau stratégiques (ville de Paris, site Natura 2000) – demande d'abandonner ce projet**

**d'expansion des forages pétroliers de Nonville.**

**6.2.12.M. B. Wolas, non à l'expansion des puits à Nonville – incompatible avec l'environnement (zone Natura 2000, habitations – proches du puits, souffrent des odeurs.**

**6.2.13.M. L. ALBESA, (2 pages) rappel du projet, énergies fossiles et dérèglement climatique (GES) : persister et développer ce type de production est suicidaire pour l'humanité, opinion publique en a conscience – BE doit s'attendre à une opposition forte et résolue (population, associations), doit renoncer à son projet – noria de camions entre Nonville et Le Havre – intérêt économique supérieur à celui de préserver la santé ? non ! – approvisionnement en eau potable de Paris (champ captant de Villeron en aval de la concession) – pollution des eaux souterraines (ressource précieuse) – le déménagement demande une modification du PLU, proximité du bois de Culan, espère que la CDPENAF ne sera pas dupe – projet aquaponie : tentative désespérée de BE pour présenter ses ambitions sous forme plus acceptable ? (NB : technologie balbutiante ) – s'oppose à cette demande - citation de Aldo Leopold (dans Almanach d'un comté des Sables ).**

**6.2.14.M. J. MILLET, est passé et s'est entretenu avec le commissaire enquêteur le 14 juin, confirme ses remarques verbales : odeurs récurrentes, problème non réglé, promesses de BE non tenues – toujours pas de communication sur l'incident du 7 octobre 2022 (fortes odeurs dans les environs de la station), qu'est-ce qui a été respiré ce jour-là ? nouveau désagréments à prévoir : nuisances pendant les travaux, camions supplémentaires ...Proximité du centre équestre et de nombreuses maisons, d'une zone Natura 2000 – que se passerait-il si incident grave ? Opposés à ce projet, *délocaliser la plate-forme serait une solution idéale pour tous.***

**6.2.15.M.CARDIN P. « stop aux forages » - conversion énergétique financée par le gouvernement, Bruxelles impose la fin des véhicules thermiques, suppression de l'exploitation des énergies fossiles : urgence écologique de notre avenir – chauffer des terres agricoles ne rend pas vertueux : montages financiers avec dégâts écologiques irréversibles – se souvenir des dégâts écologiques que cette entreprise a causés aux USA (gaz de schiste) – les élus ne doivent pas valider cette hérésie d'un autre temps – les profits financiers ne justifient pas cette**

**aberration – avenir de nos enfants et de la planète – il y a urgence à faire barrage à ce genre d'entreprise.**

**6.2.16.M. BARNIER L.M. administrateur de Bocage Gatinais, opposition au nouveau projet – donne un avis négatif au projet de forage à Nonville : opposé à la période actuelle de développer une nouvelle source d'énergie fossile (Cf. moratoire du gouvernement sur de nouveaux puits d'extraction en France) – réchauffement climatique : tout l'effort doit être mis dans la réduction de GES. Le projet va à l'encontre de cette nécessité planétaire – souscrit à l'avis de la MARE (13 avril 2023) qui demande de reconsidérer le projet d'extension – forage en lui-même : le percement traverse la nappe phréatique (approvisionnement de Paris en eau), question restée sans réponse.**

**6.2.17.ENVIRONNEMENT BOCAGE GATINAIS, nuisances pour les habitants, pour la planète : non au projet de BE – Mme F. Sustendal rapporte les observations des membres du bureau de l'association – EBG s'oppose fermement à la demande de BE, même revue à la baisse – demande habillée de vert (faire avaler la pilule aux nonvillois, aides publiques) – mêmes arguments qu'en 2020 : énergies fossiles = GES (climat, santé...) – incohérence autoriser deux puits alors que l'état encourage à abandonner le fuel et le gazole – indépendance énergétique de la France, imposture (production nationale 1% des besoins ) – que la société s'investisse dans les énergies renouvelables – mais elle ne vise que son intérêt financier, ne répond pas à la question de la MARE sur les GES – quid des transports vers Le Havre (pollutions) – odeurs, système amélioré peu efficace, et manque de communication notamment sur l'incident du 7 octobre 2022 -.Risque de pollution des sources d'eau potable – (Paris et plusieurs communes) – il est impératif d'éviter ces risques. Aquaponie, personne n'est dupe : opération de « greenwashing » – et projet de courte durée (2039) . Description des aides publiques touchées par BE .**

**6.2.18.VANESSA, opposition à ce projet de forage – projet qui ne respecte pas le biotope et l'environnement (risques à court, moyen, long terme ) – vallée du Lunain est en ZNIEFF (Natura 2000) – écuries de Chauville - (nuisances visuelles, sonores, olfactives et environnementales) – en 2020, action pour « annulée cet extension » - pourquoi revenir sur le sujet :**

**imposer ? – risques pour les eaux de Paris – opposition aux accords de Paris (réduction des exploitations des énergies fossiles).**

**6.2.19.M. ou Mme NANTY Dominique, non au projet BE – soutient aux habitants de Nonville – BE fait fi de l'opinion des habitants, comment peut-elle ? nuisances depuis des décennies – il y a eu des manifestations, pétitions, rassemblements – BE s'enferme sans écouter la parole de ceux qui subissent – zone rurale pleine de charme, pas concevable de sacrifier une ZN pour des hydrocarbures (et de mauvaise qualité) – grand temps de changer nos comportements : catastrophes climatiques – exploitation passéiste et très mal venue. Contre ce projet qui va à l'encontre de la protection de l'environnement, des habitants du climat et de la planète.**

**6.2.20.M. BUHLER C. opposition au projet d'extension – projet qui ne respecte pas le biotope et l'environnement : risques à court moyen et long terme – augmentation de la pollution, proximité des écuries de Chauville – pourquoi revenir sur une extension annulée en 2020 : imposition par l'usure ? – risque de contamination des eaux de Paris – en opposition aux accords de Paris (réduction des exploitations des énergies fossiles - températures planétaires).**

**6.2.21.M. LARGILLIERE G. de Environnement Bocage Gâtinais et FNE 77, (2 pages), EBG s'oppose fermement à la demande de BE, même si elle est habillée de vert (ferme aquaponique) (aides publiques ?) – énergies fossiles = GES (répercussion sur climat), de réponse sur nuisances du chantier désordre avec décisions de l'Etat – parler de l'indépendance énergétique de la France = imposture – pas de réponse à la MARE sur les pollutions (chantier, exploitation, combustion de produits pétroliers) – camions citernes, risques routiers, particules fines – odeurs (habitants se plaignent) – opposition du conseil municipal au projet : odeurs, communication (incident du 7 octobre 2022). – Risque de pollution d'une des plus importantes sources d'eau de la région (accidents possibles) – projet d'aquaponie : opération de « nettoyage », durée de l'énergie « gratuite » ...**

**6.2.22.EAU de PARIS, lettre et annexes (15 pages : plan, AP de DUP des périmètres de protection des captages) – avis fermement négatif, projet incompatible avec les enjeux en AEP des parisiens et des communes impactées par le projet d'extension**



– zone vulnérable – risques pendant la foration, l’exploitation  
– risques pendant les transports routiers – citation de deux incidents (2013,2022 ) : Eau de Paris pas informé. Ferme aquacole : aucune description ni évaluation de l’impact (Cf. avis MARE). Zone riche sur le plan écologique, Natura 2000, ZNIEFF. – Réchauffement climatique et ses incidences. Pas raisonnable d’autoriser la poursuite de ce projet.

**6.2.23.Mme TRAXELER C.** non au projet BE, partage tous les arguments du CM – et l’association EBG – l’EP se déroule dans des conditions qui sont une honte pour la démocratie : l’enquêteur est un juriste de 87 ans, il aurait fallu un scientifique spécialiste des problèmes d’environnement et de l’énergie. Créneaux horaires réduits à quelques heures et un jours travaillés – parodie d’enquête, si avis favorable, démocratie bafouée.

#### **Commentaires du commissaire enquêteur**

L’intervenante semble ne pas avoir lu complètement les documents annonçant l’enquête, et méconnaître le but des enquêtes publiques ainsi que le rôle des commissaires enquêteur.

**6.2.24.Mme BRUNE J.** souhaite souligner que malgré les efforts de l’entreprise, les habitants continuent d’être gênés par les effluves de soufre – étendre l’extraction augmente les risques de pollution de l’eau qui alimente Paris -proximité de la forêt de Fontainebleau – urgence climatique, réduction des émissions de CO2 – enjeux économiques intérêts économiques de l’entreprise.

**6.2.25.Mme VIALATTE C.** opposée à ce projet : proximité des habitations (centre équestre fréquenté par plus de 90 enfants) – risques potentiels liés à toute exploitation pétrolière – deux puits supplémentaires : pas concevable – il existe d’autres technologies qui permettraient de déplacer cette plate-forme loin des habitations pour effectuer ces forages en toute sécurité – opposée au projet.

**6.2.26.Mme BRENOT-CARNET F.** – non au projet de BE : incompatible avec les engagements environnementaux de l’accord de Paris

– réchauffement climatique, pétrole étant un facteur majeur de GES – urgence de renoncer aux énergies polluantes – trafic routier augmenté – nuisance d’odeurs et de bruit – exemple du 7 octobre 2022 : peut-on faire confiance à BE ? or, éventuel accident possible – multiplication des risques d’accident impactant les eaux de surface et des nappes – il faut protéger l’AEP (Cf. avis d’Eau de Paris du 13 octobre 2020) – ce projet d’extension doit être refusé – secteur protégé, vallée du Lunain ZNIEFF. Soutient l’avis défavorable donné par le CM, s’oppose à ce projet.

### **6.3. Analyse des observations**

On voit que l’ensemble des observations – toutes hostiles au projet (sauf une) fait ressortir plusieurs grands thèmes revenus d’une façon régulière :

- problème des **odeurs** dues au site, qui n’ont pas été éliminées malgré les promesses de la société BE ;
- transports et **circulation** existants et induits par l’augmentation de l’activité (volume extrait) ;
- risques pour l’alimentation en eau de Paris (avis défavorable d’Eau de Paris) ;
- pollutions et nuisances générales dues aux nouveaux forages ;
- proximité des maisons, d’un centre équestre, d’une zone Natura 2000 ;
- inutilité et incohérence d’un tel projet dans le contexte de diminution programmée des produits pétroliers ;
- inconvénients et nuisances du chantier ;
- problèmes posés par un éventuel nouveau site (PLU, mêmes nuisances, même problématique générale...) ;
- Manque de confiance dans la société pétitionnaire ;

Ces thèmes sont repris et commentés dans l’avis du commissaire enquêteur.

## **7. PROCES-VEBAL DE SYNTHESE**

Le 27 juillet, le commissaire enquêteur a rencontré sur le site M. Madeo de BE, et lui a fait part des résultats de l’enquête, et remis les observations du public faites pendant la durée de celle-ci.

Le procès-verbal de synthèse a été signé, et le pétitionnaire a indiqué qu’il comptait répondre dans les délais, soit avant le 11 août.

Le PVS complet se trouve en annexe 1 du rapport.

## **8. REPONSE DU PETITIONNAIRE**

Le 11 août 2023, la société BE a fait parvenir sa réponse au commissaire enquêteur. Il s'agit d'un document important de 52 pages, reprenant les thèmes des observations du public, et les questions du commissaire enquêteur.

Il se présente de la façon suivante :

- Sommaire
- Synthèse
- Introduction
- Thèmes des mécontentements exprimés (16) ;
- Actions d'améliorations proposées ;
- Réponse de BE aux mécontentements :
- Généralités (changement climatique, ressources minières en France, transition énergétique...) ;
  - forage de l'Albien ;
  - utilisation de l'eau du puits artésien ;
  - site de Nonville et injection de l'eau dans le réservoir ;
  - odeurs et traitement du gaz ;
  - incident du 7 octobre 2022 ;
  - l'environnement ;
  - le camionnage ;
  - nuisances durant le forage ;
  - classement au titre du PLU de la zone de décentralisation ;
  - structure juridique de BE ;
  - confiance dans la société BE ;
  - extension de la concession ;
  - proximité des habitations ;
  - réseau de chaleur ;
  - projet d'aquaponie ;
- annexe : compte-rendu de la réunion publique du 21 avril 2023 ;

## 9. COMMENTAIRES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La réponse commence par une synthèse dans laquelle BE exprime son ressenti de l'enquête, et confirme sa volonté de *pouvoir continuer et améliorer son activité* dans les meilleures conditions environnementales et de bons rapports avec la commune de Nonville, municipalité et habitants.

Le pétitionnaire a répondu par thèmes à toutes les observations du public, et aux questions du commissaire enquêteur, reprenant souvent des éléments du dossier, les précisant, les complétant avec des documents nouveaux éventuellement.

Le commissaire enquêteur a considéré que cette réponse correspondait à ce qu'on était en droit d'attendre du pétitionnaire.

Le commissaire reprend largement des extraits de la réponse de BE au procès-verbal de synthèse dans son avis.

La réponse complète se trouve en annexe 2 du rapport.

## 10. CONCLUSION GENERALE

L'enquête publique sur la demande d'autorisation de travaux miniers sur la concession de Nonville faite par la Sté Bridge Energies et qui s'est déroulée du 12 juin au 21 juillet 2023 (40 jours consécutifs) en mairie de Nonville, a eu lieu dans des conditions normales, sans incident notable, avec une régulière mais moyenne participation du public, en présence et en écrit, tant pendant les permanences du commissaire enquêteur que sur internet, public qui s'est montré d'une façon quasi unanime nettement et fermement défavorable au projet, ainsi que les communes de Nonville et La Génervaye.

En foi de quoi a été dressé le présent rapport au Kremlin-Bicêtre le 21 août 2023.

Le commissaire enquêteur :

B. PANET

